

## SOUDAN El-Béchir face à ses crimes

Des ONG ont appelé les autorités soudanaises à remettre immédiatement Omar el-Béchir à la Cour pénale internationale (CPI), après que Khartoum eut annoncé la veille sa volonté de livrer le président déchu.



## CORSE Plus de moyens !

« La multiplication des feux de forêts en hiver, comme ceux qui ont ravagé des milliers d'hectares de végétation ces derniers jours en Corse, nécessite une « stratégie d'adaptation des moyens », a estimé la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France (FNSPF). PHOTO AFP

## JUSTICE Balkany libéré

Le maire LR de Levallois-Perret Patrick Balkany, 71 ans, est sorti hier peu avant 18h de la prison parisienne de la Santé, où il était incarcéré depuis le 13 septembre. La cour d'appel de Paris a ordonné quelques heures plus tôt sa mise en liberté pour raisons de santé.

## ITALIE Migrants : Salvini renvoyé en justice

Le Sénat italien a renvoyé en justice Matteo Salvini, le chef de l'extrême droite, accusé de séquestration de personnes pour avoir bloqué un bateau de migrants au large de la Sicile quand il était ministre de l'Intérieur.

# FRANCE & MONDE

## « L'État n'apporte plus de crédit sur la biodiversité »



### ENTRETIEN

Après un conseil écologique hier où il a annoncé la création de 4 nouveaux parcs régionaux - dont le mont Ventoux - Emmanuel Macron se rend aujourd'hui à Chamonix pour lancer le nouvel Office français pour la biodiversité. Un tournant vert à quelques semaines des municipales qui ne leur va pas Francis Combrousse, secrétaire général de la CGT équipement-environnement.

**La Marseillaise :** La création de 4 parcs régionaux est-elle une bonne nouvelle ? **Quid de l'engagement de l'État dans la protection de la biodiversité ?**  
**Francis Combrousse :** La labellisation des 4 parcs naturels régionaux est une bonne chose mais cela ne coûte rien à l'État : c'est un coup de tampon sur des financements qu'apportent les collectivités locales. L'essentiel est que l'État n'apporte plus de crédits sur la biodiversité. Il a « débudgétisé » ce financement qui est désormais assuré par les redevances des 6 agences de l'eau. Des redevances qui apportent 2,1 milliards d'euros par an - soit moins que dans le programme pluriannuel précédent - pour financer les parcs nationaux, le nouvel Office pour la biodiversité, alors même que les agences de l'eau doivent assurer plein d'autres missions et que la France est en retard sur les objectifs fixés par la directive-cadre communautaire sur le sujet. Enfin, on prend l'argent de l'eau pour aller sur la biodiversité, sachant qu'il est payé à 80 % par les usages domestiques de l'eau et est donc sans rapport avec la réalité des flux de pollution.

Faute de crédits d'État, les parcs



Macron se rend aujourd'hui au Mont Blanc pour booster sa com' sur le climat... PHOTO AFP

sont poussés vers les financements privés ?

**EC :** L'idée est que les parcs nationaux doivent avoir plus de ressources propres. On peut vendre des tee-shirts et des souvenirs, faire des partenariats avec des grandes entreprises...

Mais le grand danger est l'accès tarifé à la nature. Nous considérons qu'il s'agit de biens communs qui doivent être protégés mais être accessibles sans frais. Imaginez les Calanques avec un prix d'entrée ! Cela peut aller jusqu'à la biodiversité ordinaire, demander 50 centimes par enfant pour aller dans un square.

**Mais Macron communique sur le fait que 30 % des territoires seront désormais protégés...**

**EC :** Nous, on attire l'attention sur le fait que la France n'a pas atteint les objectifs de la stratégie nationale pour la biodiversité qui voulait 2 % du territoire sous forte protection : nous ne sommes aujourd'hui qu'à 1,6 %. Ou sur une circulaire d'Édouard Philippe datant du 15 janvier qui indique que l'État ne va plus s'occuper de Natura 2000, directive européenne de protection des habitats, pour le refiler aux élus régionaux, sachant que les collectivités locales n'ont pas du tout les moyens de le faire.

**Macron va lancer officiellement l'Office français de la biodiversité, accouché dans l'urgence en début d'année. Comment cela se passe sur**

le terrain ?

**EC :** C'est davantage un collage entre deux établissements très différents - l'Agence française de la biodiversité et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage - l'un s'occupant essentiellement du milieu marin, l'autre terrestre. Alors qu'il y avait déjà de gros manques d'effectifs, la fusion s'est faite sans recrutement, alors même que de nouvelles missions ont été définies comme la lutte contre les espèces invasives ou la biodiversité ordinaire en milieu urbain. Sur le terrain, les tensions montent et notre grande peur est que cette structure ne soit qu'un office de la parole, de la communication.

**Vous avez posé un préavis de grève. Pourquoi ?**

**EC :** Parce qu'on nous a donné 15 jours pour mobiliser les agents afin qu'ils aillent applaudir l'intervention du président Macron lançant l'OFB. On estime que l'événement va coûter, au bas mot, 400 000 euros, ce qui est difficile à accepter au regard des difficultés vécues au quotidien.

De plus, cela bouscule un événement programmé de longue date, un partenariat entre l'office et le parc national des Calanques : le lancement de l'exposition Canyons sous-marins de Méditerranée à Marseille. Uniquement pour prioriser Chamonix. Tout cela n'est que de la communication, de l'occupation de terrain médiatique à la veille des municipales.

Entretien réalisé par Angélique Schaller

## Macron casse aussi le service public de la forêt

Il n'y a pas que sur la biodiversité que le discours est double. C'est aussi le cas concernant les forêts. Côté com', Édouard Philippe clame que « la forêt joue un rôle majeur pour atténuer les effets du changement climatique ». Côté réalité, l'Office national des forêts est purement et simplement anéanti. Après des décennies de coupes sombres - de 15 000 salariés en 1985, ils sont aujourd'hui 9 000 - le coup fatal est en train d'être porté. Dans un prochain Conseil des ministres, un projet de loi d'habilitation sur la modernisation de la fonction publique va être présenté qui permettra de peaufiner le processus : ne plus avoir de fonctionnaires. Cette casse du service public forestier a lieu alors que l'agence européenne de l'environnement a publié en début de semaine des cartes sur l'impact du réchauffement climatique en 2070 si la tendance n'est pas inversée. Celle concernant les risques incendie est édifiante : près des 3/4 de l'Hexagone seront concernés par des incendies plus violents et sur des périodes plus importantes. La Corse le sait très bien puisqu'elle vit son deuxième épisode d'incendie en plein hiver.

